

UN LIBRARY

1979



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE



Distr.  
GENERALE

A/34/491  
20 septembre 1979  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session  
Point 84 de l'ordre du jour provisoire\*

PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Lettre datée du 17 septembre 1979, adressée au Secrétaire général par  
le représentant permanent du Viet Nam auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, pour information, le "Jugement du Tribunal populaire révolutionnaire de la République populaire du Kampuchea, qui a siégé à Phnom Penh du 15 au 19 août 1979 pour juger le crime de génocide commis par la clique Pol Pot - Ieng Sary". Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la pièce jointe comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 84 de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,  
Représentant permanent de la République  
socialiste du Viet Nam auprès de  
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) HA VAN LAU

\* A/34/150.

ANNEXE

REPUBLIQUE POPULAIRE DU KAMPUCHEA

Indépendance, Paix, Bonheur

TRIBUNAL POPULAIRE DE LA REVOLUTION AYANT SIEGE A PHNOM PENH POUR  
JUGER LE CRIME DE GENOCIDE COMMIS PAR LA CLIQUE POL POT - IENG SARY

Août 1979

REPUBLIQUE POPULAIRE DU KAMPUCHEA

Indépendance, Paix, Bonheur

JUGEMENT DU TRIBUNAL POPULAIRE DE LA REVOLUTION AYANT SIEGE  
A PHNOM PENH DU 15 AU 19 AOUT 1979

LE TRIBUNAL POPULAIRE DE LA REVOLUTION,

Créé en vertu du décret-loi n° 1, en date du 15 juillet 1979, du Conseil populaire de la Révolution du Kampuchea, a tenu des séances publiques dans la capitale, Phnom Penh, du 15 au 19 août 1979. Il se compose de :

M. Keo Chanda,	Président du Tribunal populaire de la Révolution Président du Conseil des Juges
M. Chhour Leang Hourt,	Assesseur du peuple
M. Pen Navuth	-
Mme Chea Samy	-
M. Moa Savatha	-
M. Nonth Savocun	-
M. Nouch Than	-
Mme Chnouh Chhim	-
M. Kim Kun	-
M. Kim Kameth	-
M. Luk Sarat	-

Les séances du Tribunal ont eu lieu en présence de M. Mat Ly, Procureur, Représentant le Ministère public au Tribunal, et M. Lun Nay.

Le secrétariat était composé de M. Houl Sans Ol et de M. Duh Chandara.

Le Tribunal devait, sans possibilité de recours, prononcer un verdict contre :

1. Pol Pot alias Saloth Sar, né en 1925 à Phum Prek Seau, province de Kompong Thom, études secondaires, ancien Premier Ministre du Gouvernement du Kampuchea démocratique qui a été renversé, marié à Khieu Ponnary, actuellement en fuite et faisant l'objet d'un mandat d'arrêt;

/...

2. Ieng Sary, né en 1925 dans le hameau de Hoa Lac, village de Lien Hoa, district de Chau Thanh, ancienne province de Tra Vinh et actuelle province de Cuu Long (Viet Nam), études universitaires, ancien Vice-premier ministre du Gouvernement du Kampuchea démocratique, marié à Khieu Thirit, actuellement en fuite et faisant l'objet d'un mandat d'arrêt.

Les accusés Pol Pot et Ieng Sary sont traduits en justice pour génocide, conformément à l'article 2 du Décret-Loi No 1 en date du 15 juillet 1979 et mentionné dans l'Acte d'accusation en date du 15 août 1979 dressé par le procureur du tribunal populaire de la révolution.

S'appuyant sur les articles 5 et 6 du Décret-Loi No 1 en date du 15 juillet 1979 du Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea, le Tribunal a décidé de tenir des séances pour juger par coutume les accusés Pol Pot et Ieng Sary.

La décision de porter la présente affaire devant le Tribunal et les citations à comparaître devant lui ont été rendues publiques par voie d'annonces diffusées par la station nationale de radiodiffusion et d'affiches apposées dans les bureaux du Comité populaire administratif et du Tribunal populaire de la révolution de la ville de Phnom Penh.

Le Tribunal populaire de la révolution a nommé : MM. Dith Mouny et Duos Por, avocats du Kampuchea, et M. Hope R. Stevens, avocat américain, pour assurer la défense des deux accusés.

Ont pris également part aux séances du Tribunal les plaignants civils suivants : M. Abdul Kodom, Mme Affonso Denise et Mlle Chhay Sani.

Le Tribunal populaire de la révolution a accepté la nomination de M. Mohammed Hikmet Turkmanee, avocat syrien, pour défendre les droits des plaignants civils.

Après avoir entendu l'acte d'accusation en date du 15 juillet 1979, dressé par le Procureur,

Après avoir entendu les rapports des enquêtes effectuées par des représentants de plusieurs branches et services - économie, culture, santé, éducation, religion, minorités nationales - du Conseil populaire de la révolution du Kampuchea et des représentants des différentes couches de la population de Phnom Penh appelés par le Procureur à témoigner devant le Tribunal;

Après avoir entendu les déclarations des témoins, victimes et plaignants civils:

Après avoir entendu les déclarations de témoins qui ont effectué des enquêtes sur les lieux, à savoir :

- 1) M. Francisco Varone Duque Estrada, avocat cubain,
- 2) M. Susumu Ozaki, avocat japonais, et
- 3) M. John Quigley, avocat américain;

Après avoir examiné les documents et preuves relatifs à l'affaire, tels que textes et photos de la clique de Pol Pot-Ieng Sary qui avaient été saisis, ainsi que des textes, films, photos et autres preuves concernant le lieu des crimes et les actes de génocide perpétrés par la clique Pol Pot-Ieng Sary;

Après avoir entendu les réquisitoires du Procureur;

Après avoir entendu les avocats chargés de défendre les droits des plaignants civils;

Après avoir entendu les avocats chargés d'assurer la défense des accusés;

Après avoir procédé à un examen complet de toutes les pièces du dossier, après débats et délibérations conformément à la loi;

Le Conseil des juges du Tribunal populaire de la révolution siégeant à Phnom Penh, ayant à statuer sur la nature de l'affaire présente, a arrêté ce qui suit :

Après une lutte héroïque, prolongée et difficile, au coude à coude avec les peuples frères du Viet Nam et du Laos, luttant contre les envahisseurs colonialistes français et ensuite contre les impérialistes américains et leurs alliés, la clique de Lon Nol, notre peuple a remporté une victoire glorieuse : le 17 avril 1975, notre cher Kampuchea était complètement libéré.

L'aspiration la plus profonde de toutes les couches de notre peuple est de vivre dans un pays indépendant, pacifique et heureux, dans une société réellement équitable, juste et démocratique et de s'unir pour construire et défendre notre patrie, le Kampuchea, en progressant sur la voie de la prospérité pour développer au plus haut degré notre glorieuse et traditionnelle civilisation d'Angkor et entretenir des relations pacifiques et amicales avec les nations fraternelles voisines.

Au cours des quatre années qu'ils ont passées au pouvoir, les accusés Pol Pot-Ieng Sary ont trahi notre peuple et notre patrie. Le Tribunal déclare les accusés coupables des crimes suivants :

- I. Exécution d'un plan de massacre systématique et de plus en plus féroce de nombreuses couches de la population; extermination aveugle de presque tous les officiers et soldats de l'ancien régime liquidation des intellectuels, massacre de toutes les personnes et destruction de toutes les organisations supposées s'opposer à leur régime

La clique Pol Pot-Ieng Sary avait divisé la population en trois catégories soumises à des traitements différents : la catégorie I comprenait les "anciens citoyens", c'est-à-dire les personnes qui vivaient dans les bases de résistance créées avant la libération; la catégorie II regroupait les "nouveaux citoyens", c'est-à-dire les personnes qui vivaient dans les régions contrôlées par l'ancien régime; enfin ceux qui avaient coopéré avec l'ancien régime formaient la catégorie III.

Leur politique a consisté à exterminer la catégorie III, à purger la catégorie II et à n'épargner que la catégorie I. Bien que ceux qui appartenaient à cette dernière catégorie aient été bien traités au début, ils ont à leur tour fait l'objet de purges à partir de 1977. (Procès-verbal de la réunion du Comité du Parti du District de Kompong Ro).

A. Extermination aveugle des officiers, soldats et fonctionnaires de l'ancien régime et de leurs familles

La clique Pol Pot-Ieng Sary avait décidé d'exterminer les officiers, soldats et fonctionnaires de l'ancien régime.

De nombreux officiers fantoches ont été massacrés ainsi que leur famille.

Immédiatement après le 17 avril 1975, la clique Pol Pot-Ieng Sary a eu recours à différents stratagèmes : par exemple, les convoquer pour participer à des cours de politique, puis les faucher à la mitrailleuse, comme cela a été le cas pour un grand nombre de soldats ralliés dans différentes provinces et villes : Battambang, Mongkothborey, Sisophon, etc... ou les conduire dans une forêt, les encercler et les ligoter puis les tuer à coup de bambous.

Men Khuon est un de ces bourreaux qui a reconnu devant le tribunal :

"Sur ordre de Pol Pot, 2 005 personnes ont été assassinées pour célébrer la grande victoire du 17 avril 1975. Le Président du District de Tuk Phok, Miec Vay, a convoqué 50 guérilleros de divers villages de son district et leur a de vive voix donné l'ordre suivant : 'Les anciens soldats de Lon Nol sont nos ennemis. Nous devons les tuer tous pour célébrer le jour de la victoire. Tel est l'ordre de notre dirigeant Pol Pot. Quiconque refuse de tuer désobéit aux ordres et doit subir un châtiment mérité.' Nous avons obéi à l'ordre du président du district et, à 50, nous avons tué 2 005 soldats de Lon Nol."

En avril 1975, d'après le témoin Soklimut, de Pursat, environ 4 000 fonctionnaires, officiers et soldats de Lon Nol ont été battus à mort ou fusillés au ruisseau O Chroi, près du Mont Prey, au village de Chum Tum dans le district de Keo Ko de la province de Pursat.

Comme l'a admis Sin Samonh qui a appartenu au service de sécurité de Pol Pot - Ieng Sary, la clique Pol Pot n'a pas cessé de rechercher et de tuer les officiers et les soldats de Lon Nol ainsi que leurs familles qui continuaient à se cacher.

Les 12 et 13 août 1978, accompagné de huit complices, Sin Samonh a tué 250 soldats de Lon Nol et leurs familles.

B. Liquidation des intellectuels

La clique Pol Pot - Ieng Sary considérait que les étudiants et les intellectuels, les professeurs, les scientifiques et les techniciens avaient été sérieusement contaminés par l'ancien régime et étaient des réactionnaires dont on ne

pouvait rien tirer. Il fallait les éliminer afin de "purifier la société".

Cette politique est énoncée dans un document saisi qui reproduit une directive du Bureau exécutif du Comité du Parti de la région orientale :

"Nous devons accroître notre vigilance révolutionnaire à l'égard des éléments qui ont servi dans l'administration de l'ancien régime, tels que les techniciens, les professeurs, les médecins, les ingénieurs et les autres techniciens.

Notre parti a pour politique de ne leur donner aucun emploi. Si nous courons après la technologie, nous aurons l'impression qu'ils nous obéissent et nous aurons recours à eux, mais ceci permettrait aux ennemis de s'infiltrer dans nos rangs plus profondément chaque année, ce qui serait dangereux."

La clique Pol Pot - Ieng Sary estimait que "de nombreux intellectuels se cachent encore, ce qui est nuisible à notre pays" et ils ont ordonné que "dans chaque commune au moins 15 intellectuels soient découverts et tués".

Les intellectuels et les étudiants étaient pourchassés pour être exterminés. Un grand nombre d'entre eux ont dû dissimuler leur identité avec un soin et une patience infinis et s'occuper du fumier et d'autres travaux agricoles dans les communes. Ceux dont l'identité a été découverte ont été emmenés on ne sait où.

Le Docteur Phlek Chat, de l'hôpital de Proaket Meales, a été arrêté en juillet 1975 et torturé. Il est mort en prison après qu'on lui eut enfoncé une torche allumée dans la gorge.

Le Docteur Tan Beng Phoun, arrêté en avril 1976, a été jeté dans un lac d'élevage de crocodiles au village de Trey Khling Khum, dans le district de Sandal, province de Kompong Thom.

D'après le rapport sur l'enquête relative aux crimes commis par la clique Pol Pot - Ieng Sary, telle qu'il a été présenté devant le Tribunal par le représentant de la population de Phnom Penh, ceux qui ressemblaient à des intellectuels parce qu'ils portaient par exemple des lunettes (contre la myopie ou la presbytie) étaient suspects. Ceux qui étaient ainsi suspectés d'être des intellectuels étaient surveillés de près car ils étaient considérés comme des indésirables ou comme des condamnés à mort en sursis. Les autorités des "communes" pouvaient les tuer si elles découvraient qu'il s'agissait bien d'intellectuels, ou même à n'importe quel autre moment.

A Prok Kal, dans le district de Strung Treng, province de Kompong Cham, l'instituteur Chan et un certain nombre d'élèves et d'anciens fonctionnaires ont été mis dans des barques, amenés au milieu de la rivière et ensuite tués à coups de bêches.

Le Docteur Ich Kim Seng, ancien Ministre adjoint de la santé et ancien professeur à l'école de médecine, a décrit l'époque pendant laquelle il se cachait dans une "commune" dans les termes suivants :

"J'ai gardé le bétail pendant quatre ans dans une zone boisée à Takeo. Je n'avais pas la possibilité de lire, ne serait-ce qu'une seule page, ni d'entendre des nouvelles à la radio, et je n'avais même pas un morceau de papier pour écrire. Pendant plus de 1 000 jours je n'ai vu un morceau de savon; et j'ai fumé des feuilles sèches. J'ai dû manger du gruau de riz à longueur d'année et je suis devenu allergique à cet aliment; en fait, j'ai la nausée à la vue d'un bol de gruau. Ma femme et quatre enfants soit ont disparu, soit sont morts de faim ou de maladie."

La clique Pol Pot - Ieng Sary a également eu recours à une propagande fallacieuse pour inciter les intellectuels - des diplomates et des étudiants notamment - qui travaillaient ou étudiaient à l'étranger à rentrer chez eux, en leur faisant croire qu'on avait besoin d'eux pour construire le pays. Mais à leur arrivée, à l'aéroport, on les jetait en prison après leur avoir volé les devises, l'or ou tout objet de valeur qu'ils rapportaient avec eux.

Selon certains de ces intellectuels rentrés au pays qui ont survécu et qui ont témoigné devant le Tribunal, sur le millier d'intellectuels qui seraient rentrés sous le régime Pol Pot - Ieng Sary, 85 seulement seraient encore en vie.

M. Ung Pech, ingénieur des travaux publics de Kompong Som, a témoigné que lorsqu'il travaillait à Kompong Som, on l'a chargé d'entretenir les installations de déchargement du port; toutefois, comme nourriture, il n'avait droit qu'à des tiges de bananes et à du poisson salé, alors que les conseillers chinois avaient à manger en abondance. En avril 1977, il a été accusé d'être un ennemi et a été emprisonné à la prison de Tuel Sleng à Phnom Penh avec un certain nombre d'enseignants et d'intellectuels. Il sait que cette prison contenait environ 600 fonctionnaires et étudiants revenus de l'étranger qui ont été tués par la suite.

De nombreux articles publiés par la presse internationale et les agences de presse confirment également l'extermination des intellectuels par Pol Pot-Ieng Sary.

C. Répression intensifiée contre les personnes et organisations soupçonnées de s'occuper au régime et massacres systématiques

Pour consolider son pouvoir, la clique Pol Pot - Ieng Sary a intensifié ses efforts tendant à purger ses propres organisations en liquidant par les moyens les plus sanguinaires les personnes et les organisations soupçonnées d'opposition.

Au début de 1977, elle a donné aux "communes" l'ordre d'exterminer complètement les diverses catégories de "réactionnaires", y compris les opposants ou les opposants virtuels.

Le 4 avril 1977, au cours d'une réunion du Comité permanent, l'ordre suivant a été donné : "Tous les comités et toutes les sections doivent s'acquitter activement de la tâche de purification en liquidant les éléments ennemis".

Tout cadre supérieur du parti, de l'administration ou de l'armée à qui il serait arrivé de critiquer leurs crimes sanguinaires a été accusé d'être un espion de l'étranger et assassiné. Il y a aussi eu des cas où des unités entières ont été massacrées.

Au début de 1977, Coi Thuon, commandant de la région militaire du nord-ouest a été accusé de trahison. A la suite du meurtre de Coi Thuon, toute une série d'autres cadres supérieurs dont Hu Nim, Ministre de l'information, Tich Phuum, Ministre des travaux publics, Duon Fo, commandant de la zone militaire nord-ouest, ont été tués.

Un document qui a été saisi et qui est daté du 3 juin 1978 révèle que 18 cadres supérieurs du parti ont été tués entre 1972 et 1978. Il convient de noter que sur la liste figure le nom du camarade Son Ngoc Minh, ancien président du Front Issarak, l'un des plus importants dirigeants du Comité central du parti communiste du Kampuchea; la clique Pol Pot - Ieng Sary l'a fait assassiner dans un hôpital de Pékin en 1972 par les réactionnaires de Beijing.

Ces purges intérieures sanguinaires étaient considérées par la clique Pol Pot - Ieng Sary comme de grandes victoires.

On lit ce qui suit dans un rapport qui a été saisi : "Nous avons remporté ces grandes victoires à la suite de la décision que nous avons prise de poursuivre et de liquider les ennemis de manière systématique en détruisant leurs importantes organisations à la base".

Avec le temps leurs purges sont devenues de plus en plus sanglantes et ont touché de plus en plus de monde.

Sur une liste qui a été saisie figuraient les noms de 242 cadres supérieurs tués entre 1976 et le 9 avril 1978. Parmi eux se trouvaient deux membres du Comité central du parti, quatre secrétaires inter-zone, 24 secrétaires de régions et membres de comités régionaux, quatre ministres, cinq vice-ministres, neuf hauts fonctionnaires de ministère, huit commissaires politiques et vice-commissaires de division et un certain nombre d'ambassadeurs qui avaient été rappelés de l'étranger, etc.

En mai 1978, ils ont tué M. So Sar Yan alias So Phim, membre du Conseil permanent du Bureau politique, secrétaire de la région orientale. Ensuite, un grand nombre d'officiers et de soldats de la zone militaire 203, des divisions 280 et 290 et de toutes les divisions de la région orientale, y compris des unités de district, ont été jugés peu sûrs et massacrés. Des dizaines de milliers de personnes, officiers et soldats avec leurs pères, mères, femmes et enfants, et même des invalides qui s'étaient illustrés au combat, ont été tués. Même des personnes originaires de la région orientale qui avaient été évacuées de force vers d'autres régions ont été traquées et massacrées par dizaines de milliers en juin 1978. (Déclarations des témoins Sokl Mut de Pursat, et Yen Tinh, de Kompong Cham).



Des soldats de la zone militaire de Kandal ont servi de bouchers dans ce massacre avec l'appui d'avions, de chars et de l'artillerie.

Même un proche collaborateur de Pol Pot-Ieng Sary, Von Vet, membre du Conseil permanent du Bureau politique, chargé de l'économie, a été tué en novembre 1978.

- D. A côté de ces purges internes, à partir de 1978 et plus précisément d'avril 1978, des citoyens de la catégorie I qui avaient été des appuis sûrs de Pol Pot-Ieng Sary, ont été à leur tour les victimes d'une répression sanglante

Incapables de supporter plus longtemps le régime brutal de Pol Pot-Ieng Sary, ces personnes se sont rebellées contre la clique dirigeante, ce qui a fourni à cette dernière un prétexte pour massacrer sur une grande échelle des citoyens de la catégorie I à Chup, Prey Veng, Kompong Cham, Svay Rieng, Rattanakiri, Mondulkiri.

Des témoins originaires de Chup ont déclaré devant le Tribunal :

"Le nombre de travailleurs de l'usine de caoutchouc de Chup et de personnes amenées à Chup pour être tuées au cours des mois de juillet et août 1978 en présence de conseillers chinois s'est élevé à plusieurs dizaines de milliers. Leurs cadavres ont été jetés dans des cratères creusés par des bombes de B.52. Quarante cratères de ce type ont été remplis de restes humains. Cette terreur blanche a incité plus de 3 000 ouvriers survivants de Chup à fuir et à se réfugier au Viet Nam."

Un témoin, M. Nan Xomit, qui avait pris la tête des travailleurs réfugiés, a dévoilé devant le Tribunal les crimes atroces commis par l'équipe Pol Pot-Ieng Sary (procès-verbal de l'enquête locale menée à Chup).

- II. Massacre de prêtres et de fidèles, élimination des religions, extermination systématique des minorités nationales, qu'elles soient opposantes ou non, aux fins d'assimilation; extermination des résidents étrangers

La clique Pol Pot-Ieng Sary a donné l'ordre de tirer sur les pagodes, les mosquées et les églises qu'elle a détruites en grand nombre, contraint les religieux à revêtir des vêtements civils à quitter les lieux de culte et à se rendre dans les "communes mixtes" où elle les a astreints aux travaux forcés. Des statues du Bouddha et des objets de culte ont été endommagés ou détruits. De nombreuses pagodes ont été transformées en dépôts de riz, de fumier ou d'armes. Plus grave encore, de nombreuses pagodes ont été transformées en prisons ou en camps de rééducation, en lieux de torture et de massacre où sont morts un grand nombre de compatriotes.

Le bonze Long Xim, de Phnom Penh, a révélé au Congrès bouddhiste d'Asie qu'il y avait jadis au Kampuchea 2 800 pagodes (et 82 000 bonzes) mais que le régime de Pol Pot n'en avait épargné aucune.

Un témoin, le bonze Tep Vong de la pagode Bo, de Seam Reap, a déclaré devant le Tribunal :

"La clique Pol Pot-Ieng Sary a tué 57 bonzes à Prep Look, village de Cham Xo, district de Xo To, province de Seam Reap. Dans cette province il y avait 173 pagodes et 4 700 bonzes. Les religieux ont été contraints d'abandonner leur robe, d'aller travailler dans les "communes" et de se marier, qu'ils soient jeunes ou vieux."

De nombreux bonzes ont été torturés et frappés à mort. Des centaines de statues du Bouddha en pierre ou en bois ont été détruites; certaines étaient des reliques historiques vieilles de plusieurs siècles. Les livres religieux ont tous été brûlés. Les pagodes de Ba Kon (district de Sot Nikum), de Xo Xay et de Phnom To Rung Bât (village de Kompong Thkhau, district de Kralank, province de Seam Reap) ont été transformées en lieux de torture et de massacre...

La clique de Pol Pot - Ieng Sary a fait sauter la cathédrale de la communauté chrétienne située au cœur de Phnom Penh.

Yun Yat, Ministre de la culture et de la propagande de Pol Pot - Ieng Sary, a confirmé cette politique d'élimination des religions lors d'un entretien qu'il a eu avec des journalistes yougoslaves : "Le bouddhisme est un instrument d'exploitation et c'est pourquoi il n'en est plus question".

Tout comme le bouddhisme, l'Islam a été également éliminé de façon encore plus impitoyable dans la mesure où la politique adoptée à l'égard de cette religion était très semblable à la politique fasciste d'assimilation par la force des minorités nationales, y compris de celles de religion musulmane.

D'après le Rapport sur les minorités nationales, à partir du 17 avril 1975, outre la politique d'assimilation forcée et immédiate, la clique de Pol Pot - Ieng Sary s'est mise à pourchasser toutes les autorités religieuses musulmanes en vue de les exterminer :

- a) Le Grand Mufti Hari Roslos, iman de la communauté musulmane a été tué dans le hameau de Sonchon dans le district de Peamchor, province de Pray Vang.
- b) Le Mufti Hachi Sleyman Sokri, premier iman adjoint, a eu le crâne fracassé.
- c) Le Mufti Hachi Natobo Sleyman, deuxième iman adjoint, a été tué dans la province de Battambang.
- d) Hachi Matly Haron, ancien président du Comité central de l'Association musulmane du Kampuchea, a été tué dans la province de Kandal.

Les 114 mosquées ont toutes été détruites. Les plus belles ont été rasées à l'aide d'explosifs ou au bulldozer.

Afin de forcer les minorités nationales à renoncer à l'Islam et de trouver un prétexte pour les massacrer, la clique Pol Pot - Ieng Sary les a obligées à manger du porc, pratique qui est contraire à leurs coutumes et aux préceptes islamiques. Ceux qui ont refusé ont été tués sur-le-champ. Quiconque était surpris en train de parler sa langue maternelle était également tué.

Dans de nombreux hameaux, villages et même districts, la population musulmane a été exterminée pour avoir osé s'opposer à l'assimilation par la force.

Abdul Kodom, médecin musulman, a affirmé que le district de Kompong Kiem (province de Kompong Cham) comptait cinq hameaux comprenant une population musulmane de 20 000 habitants au total, dont aucun n'a survécu.

Le district de Koong Neas, dans la province de Kompong Cham, est composé de 7 hameaux comptant eux aussi 20 000 habitants musulmans environ dont 4 seulement ont survécu.

Quatre-vingt dix pour cent de la population musulmane a été exterminée uniquement pour avoir voulu conserver sa religion et préserver sa langue maternelle.

Afin d'échapper à l'extermination totale, quelque 3 000 musulmans ont dû s'enfuir vers la Thaïlande et se sont par la suite installés en Malaisie.

Pour d'autres minorités ethniques comme les Thaï, la clique s'est servi de l'armée pour les exterminer comme cela a été le cas de la population Thaï de la province de Kokong le 25 mai 1975.

La province de Kokong comptait auparavant 20 000 Thaï, mais après la libération, le 7 janvier 1979, seulement 8 000 étaient encore en vie. De nombreux hameaux, précédemment habités par 500 à 600 familles thaï qui vivaient auparavant dans la commune de Kopaki, il n'en reste plus que 30 (Rapport sur les minorités nationales).

M. Buon Thoang, cadre de la minorité de Tapuon (province de Rattanakiri), a affirmé que des dizaines de milliers de personnes appartenant à des minorités ethniques dans la zone nord-est avaient été massacrées aux environs de la ville de Stung Treng. De nombreux cadres dirigeants appartenant à des minorités ethniques qui avaient été des hommes très compétents et respectés ont été tués. Parmi eux se trouvaient le secrétaire régional Seda, de la minorité lao, et M. Chan Den, également membre du Comité régional de la minorité lao. Presque tous les cadres appartenant à des minorités ethniques, du niveau de la province jusqu'à celui du village, qui avaient pris part à la résistance contre l'agression des Etats-Unis, ont été massacrés.

Des résidents étrangers, notamment des Chinois, des Vietnamiens et des personnes qui entretenaient des liens étroits avec ces groupes de population, tels que les Khmero-chinois, les Khmero-vietnamiens, ont été victimes de massacres massifs. Des dizaines de milliers de Chinois et de Vietnamiens ont été persécutés et assassinés. Des dizaines de milliers de Chinois ont donc dû chercher refuge au Viet Nam.

La population de Stung Treng a découvert qu'un lac d'une superficie d'environ 10 hectares, au sud-est de la ville, est rempli d'ossements humains - les restes de quelques 2 000 victimes vietnamiennes.

III. Evacuation forcée de la population de Phnom Penh et d'autres villes et villages libérés; destruction ou bouleversement des structures familiales et sociales, hécatombes et création de conditions létales

Lorsque Phnom Penh, la capitale, a été libérée le 17 avril 1975, la clique Pol Pot-Ieng Sary a aussitôt ordonné à la population de quitter la ville, dans les trois jours, sans exception aucune. Elle l'a contrainte à le faire sous la menace des armes, prétextant qu'elle "devait partir pendant quelques jours pour fuir un bombardement prévu de l'aviation américaine et pour permettre aux forces révolutionnaires d'écraser l'ennemi dans la capitale." Plus de deux millions d'habitants ont donc dû partir. Ceux qui refusaient, traînaient ou se montraient réticents, étaient battus ou passés par les armes. Les personnes âgées, les handicapés, les enfants, les femmes enceintes, les patients qui venaient d'être opérés ont tous dû évacuer la ville.

Un certain nombre de petits enfants abandonnés dans des écoles maternelles se sont nourris d'excréments et ont bu de l'urine pour finir par mourir de faim.

Pris au dépourvu, privés des objets de première nécessité et sans savoir où aller ni que faire, les habitants ont dû, en files interminables, cheminer, par tous les temps, jusque dans des régions éloignées. Aux postes de contrôle, les soldats de Pol Pot-Ieng Sary les ont dépouillés de tout ce qui leur restait.

Des dizaines de milliers de personnes sont mortes au bord des routes et dans les fourrés, de faim, de maladie, d'épuisement, ou ont été battues ou fusillées par les soldats de Pol Pot.

Phnom Penh, la capitale, est devenue un cimetière.

Les jours suivants, d'autres villes ont subi le même sort que Phnom Penh : Battambang (200 000 habitants), Svay Rieng (130 000 habitants), Kompong Chhnang (60 000 habitants), Kompong Speu (60 000 habitants), Seam Reap (50 000 habitants).

Comme il a été mentionné dans le rapport d'enquête sur la situation de la capitale au cours des premiers jours suivant le changement de régime du 17 avril 1975, des représentants de diverses couches de la population de Phnom Penh ont déclaré ce qui suit devant le Tribunal :

"Au cours du long voyage qui devait les conduire jusque dans des régions éloignées, la grande majorité des habitants de Phnom Penh, notamment les personnes âgées, les enfants, les femmes enceintes, les personnes malades et handicapées, sont mortes dans des conditions horribles en raison du manque de nourriture, de médicaments, de soins médicaux."

Mme Yasuko Naito, victime de nationalité japonaise, née à Tokyo, qui vivait à ce moment-là à Phnom Penh, a déclaré :

"Dans l'après-midi du 17 avril 1975, les troupes de Pol Pot-Ieng Sary ont donné l'ordre, avec des porte-voix, à la population de quitter leurs maisons. Elles ont ouvert le feu sur les maisons dont les portes étaient fermées ... Comme je partais, j'ai rencontré en chemin des patients qui avaient été chassés de l'hôpital Calmette et des autres hôpitaux. Certains étaient accompagnés d'infirmières, des aiguilles de perfusion sanguine encore piquées dans leur bras; d'autres venaient d'être opérés il y avait quelques heures seulement, les sutures saignaient encore, entourées de nuées de mouches. Ils étaient tous en blanc. Ce spectacle m'a rappelé un tableau représentant l'enfer que j'avais vu quelque part..."

Au cours de cette évacuation forcée, Mme Yasuko Naito a perdu tous ceux qui lui étaient chers : son mari et ses deux enfants ont été massacrés.

Les crimes susmentionnés commis par la clique Pol Pot-Ieng Sary sont prémédités et planifiés comme il ressort d'un document qui a été saisi et selon lequel l'évacuation de la population des villes devait faire de la révolution du Kampuchea une révolution différente de celle des autres pays. "C'est une destruction totale du régime féodal et capitaliste. Nous dispersons les forces ennemies dans la campagne afin de les écraser."

Lors d'une conférence de presse qu'il a faite à Pékin le 2 octobre 1977, Pol Pot a déclaré :

"Cette politique a été mise au point avant la victoire d'avril 1975 car nous n'étions pas suffisamment forts pour défendre la révolution contre les attaques des organisations de renseignements ennemies de tous genres... Les forces ennemies ont été dispersées dans les coopératives sous notre contrôle de sorte que nous avons la situation en mains."

Après avoir fait évacuer la population des grandes villes et des centres urbains, la clique Pol Pot-Ieng Sary a adopté le slogan de la "mise en valeur des terres pour enrichir le pays" afin d'installer de force la population dans la campagne, notamment dans les zones précédemment occupées, selon un plan bien précis. C'est ce qui s'est produit dans le cas de la population des provinces orientales, non loin de la frontière avec le Viet Nam, qui a dû partir vers l'ouest et le nord du pays car la population du Kampuchea et les Vietnamiens vivant dans les zones frontalières entretenaient des relations amicales qui se sont développées au cours de leur lutte commune contre les Français impérialistes, les Américains et leurs laquais. La population des provinces de Svay Rieng, Prey Veng et Takeo a été obligée de se réinstaller dans les provinces de Pursat et Battambang, dans l'ouest, tandis que celle de l'ouest, près de la frontière commune avec la Thaïlande, a dû aller se réinstaller dans l'est, etc.

Comme les habitants des villes, la population rurale dans de nombreuses provinces, a été également victime de la clique Pol Pot-Ieng Sary : les familles ont dû laisser derrière elles leurs maisons et ont été séparées. Les habitants ont eux aussi été dépouillés de leurs possessions et ont dû partir dans d'autres provinces.

M. Khieu Kola, de Kandal, a déclaré qu'en août 1975, il a été chargé dans un camion et envoyé à Pursat sans explications. Il n'a pas été autorisé à emporter quoi que ce soit avec lui. A Pursat, il a dû dormir en plein air - sort que des centaines d'autres personnes ont partagé. En outre, les soldats de Pol Pot sont venus le dépouiller de ce qu'il avait. Chaque jour, a-t-il déclaré, il mourait quatre ou cinq personnes.

La famille de M. Tukhol, qui comprenait 13 personnes, a été séparée : six ont été emmenés à Battambang, cinq à Kompong Thom.

IV. Rassemblement de la population dans les "communes", camps de concentration déguisés où elle devait travailler et vivre dans des conditions menant à sa destruction physique et morale, où elle était massacrée et où elle est morte en grands nombres

1. Sur le plan physique, la population a dû effectuer de lourds travaux, tout comme des esclaves. Elle n'avait pas assez à manger, était en haillons et était condamnée à une mort lente, d'épuisement et de maladie. La population rurale et urbaine dans les zones nouvellement libérées a été chassée de chez elle. Après une marche longue et sanglante, elle est arrivée dans des régions nouvelles où elle a été répartie entre des "communes". Elle y a été contrainte à faire de durs travaux parce qu'"une révolution profonde et totale" devait être accomplie et que "le riz, c'est tout".

Les travailleurs, hommes et femmes, vivaient et travaillaient séparément. Ils devaient travailler 10 à 16 heures par jour, y compris les enfants et les vieillards, avec des outils rudimentaires, et parfois avec leurs mains nues. La ration quotidienne était seulement d'un bol de riz avec du sel. A certaines périodes, il n'y a eu à manger que du gruau léger. Les "communes" étaient placées sous le contrôle d'agents dont la plupart n'étaient plus des êtres humains : ils forçaient la population à travailler jour et nuit, toute infraction à la discipline de travail entraînait des coups, la réduction de la ration quotidienne, des travaux plus durs, et, dans des cas plus graves, le coupable était emmené dans la forêt et battu à mort. De toute évidence, les communes n'étaient que d'énormes camps de concentration où était détenue la majorité de la population du Kampuchea. Manquant de nourriture, de médicaments et de soins médicaux, vêtus de haillons, vivant dans des huttes misérables, ses nerfs déjà mis à rude épreuve, la population mourait de mort lente, physique et morale. Les personnes âgées, les femmes enceintes, celles qui avaient des bébés et des enfants et ceux qui ne pouvaient travailler et recevaient des rations réduites de nourriture étaient ceux qui mouraient en plus grand nombre. De nombreuses femmes sont devenues stériles.

Dans un certain nombre de documents saisis, certains comités de partis et comités administratifs à différents niveaux n'ont pu cacher cette tragique réalité.

Dans ses minutes, la Conférence du Parti qui s'est tenue dans la zone orientale en 1977, a reconnu ce qui suit :

"Depuis mai 1977, les conditions de vie de la population se sont détériorées, notamment dans les districts de Krot Chhmar, Piem Chilang, Kos Sotinh, Muk Comul, où la population a beaucoup souffert des privations et n'a que du gruau de riz léger à manger. Bien qu'épuisée, elle doit travailler dur, creusant des canaux d'irrigation, réalisant des travaux agricoles...".

Dans le rapport sur la situation du district de Kompong Ro, province de Svay Rieng, au cours des six premiers mois de 1977, on peut lire :

"La population des communes a souffert de nombreuses maladies : choléra, dysentérie, fièvres éruptives, coqueluche, tuberculose, hémoptysie, fièvre typhoïde, bérubéri, etc."

Mme Affonso Denise, qui vivait auparavant à Phnom Penh, a été envoyée dans une commune. Elle a déclaré que, comme elle avait toujours faim, elle a dû manger des scorpions, des cafards... Un jour, comme elle essayait d'arracher un morceau de charogne à un chien, l'animal l'avait mordue.

Mme Affonso a déclaré également que, dans la même commune, un homme du nom de Touch, qui avait arraché en cachette un pied de manioc, uniquement parce qu'il avait trop faim, avait été condamné à mort. Détail encore plus barbare, les meurtriers avaient fait cuire son foie et l'avaient mangé sur place.

M. Koc Choi de Kompong Chhnang a déclaré que la famille de M. Ket, soit huit personnes, ayant mangé du riz volé, tous les membres de la famille ont été tués en juin 1977.

2. Sur le plan moral, toutes les relations sociales ont été abolies, et l'homme est devenu un esclave solitaire. Le droit à la liberté d'expression et à l'indépendance de pensée a été également aboli.

La répartition entre groupes masculin et féminin pour le travail collectif, les repas collectifs, la vie collective, ont complètement détruit la structure familiale. Les enfants de plus de 6 ans ont été séparés de leurs parents. A l'âge de 13 ou 14 ans, ils ont été envoyés dans des brigades de choc mobiles pour construire des réseaux d'irrigation ou défricher des terres loin de leurs villages.

On a enseigné aux enfants à n'être loyaux que vis-à-vis d'Angkar, certains enfants avaient pour mission d'espionner ce que disaient leurs parents et d'en rendre compte à Angkar.

Si une personne disparaissait, ses proches n'osaient pas s'enquérir de son sort, par peur d'être également tués.

Selon Soklimut, de Pursat, Mme Sok Bun a été tuée uniquement parce qu'elle avait osé pleurer la mort de son mari.

L'amour entre hommes et femmes constitue une relation sociale normale qui existe dans tous les systèmes sociaux. Mais cette relation était strictement interdite sous le régime de Pol Pot-Ieng Sary.

Selon les directives de Pol Pot-Ieng Sary, le mariage dans les "communes" et dans l'armée dépendait des choix effectués par Angkar ou par des commandants d'unité de l'armée.

De nombreux documents saisis concernant des instructions et des résolutions du Parti de Pol Pot-Ieng Sary étaient tout à fait explicites en la matière. Voici par exemple la résolution de novembre 1978 qui stipulait : "Les familles doivent se construire conformément à la ligne établie... Cette méthode s'avère être la meilleure et doit être poursuivie".

Il était interdit de s'aimer librement sous prétexte que les jeunes doivent concentrer leurs efforts sur la production agricole. Des mariages collectifs étaient organisés pour les couples désignés par Angkar au mépris des coutumes traditionnelles.

Si des couples violaient sérieusement ces règlements, on leur coupait la gorge en public.

De jeunes couples qui essayaient de s'enfuir des communes furent punis comme des criminels.

Selon le rapport de l'enquête menée par des représentants de diverses couches sociales à Phnom Penh, la clique Pol Pot-Ieng Sary a obligé les veuves à épouser des invalides de guerre comme cela a été le cas pour Mme Nguon Vnoch Ny, diplômée en littérature, et pour 19 autres femmes. Toutes, elles ont refusé. Les 20 femmes ont été jetées en prison. Mme Ny s'est suicidée pour rester fidèle à son mari, assassiné, et les 19 autres ont été violées, puis tuées.

Dans un autre cas, des jeunes filles d'une brigade de choc ont été obligées de s'aligner face à un groupe d'invalides, et chacune a reçu l'ordre d'épouser l'homme qui se trouvait en face d'elle. Ce mariage forcé a entraîné le suicide de deux des jeunes filles.

Afin de contraindre les citoyens à un état d'isolement total, dès le 17 avril 1975, la clique de Pol Pot-Ieng Sary a aboli l'argent, le commerce, les marchés, les communications postales et les services de transport. En fait presque tous les citoyens étaient assignés à domicile. Toutes les relations avec le monde extérieur, ou avec la famille et les amis étaient interdites, ainsi que les relations culturelles.



Angkar surveillait de près la population grâce à un vaste réseau d'agents secrets travaillant nuit et jour. Si quelqu'un prononçait un mot malencontreux, il était "invité à une réunion", puis liquidé.

Le témoin My Sam Bach a déclaré : "M. Suot et sa femme parlaient la nuit du régime cruel de la commune. Angkar l'apprit et le lendemain, le couple et ses quatre enfants ont été battus jusqu'à ce que mort s'ensuive".

On a infligé à la population des épreuves indescriptibles; elle a été brutalement réprimée et menacée. C'est ainsi que des familles entières se sont suicidées en mangeant des plantes vénéneuses ou en se noyant dans des rivières.

Le témoin Kham Nari a dénoncé les cruautés de la vie dans la commune de Paroi Lovia dans la province de Takeo. Les effectifs étaient au début de 28 000 membres, mais en janvier 1979 après la libération par le FUNSK il n'en restait pas 5 000.

V. Massacre de jeunes enfants, persécution et intoxication morale des jeunes, les transformant en bandits cruels dépourvus de tous sentiments humains

Les enfants de plus de 6 ans n'avaient pas le droit de vivre avec leurs parents et étaient obligés de faire paître le bétail et de ramasser les bouses de vache. Les enfants de plus de 10 ans devaient travailler aussi dur que les adultes. Ils n'avaient pas le droit d'aller à l'école et de jouer (selon les témoins Ung Peck, Affonso Denise, Thon Savay et le rapport de l'enquête du Ministère de l'Education).

Khieu Samphan, Chef de l'Etat du Kampuchea de Pol Pot-Ieng Sary, a fait l'éloge de cette exploitation du travail des enfants dans les termes suivants : "Nos enfants aiment construire des digues, creuser des étangs et des canaux d'irrigation".

Il était interdit de s'occuper des orphelins sous prétexte que leurs parents avaient offensé Angkar. De nombreux orphelins ont été contraints à une vie errante, n'étant pas admis dans les "communes". Les enfants surpris à mendier étaient battus à mort.

Mme Duong Ma La de Kompong Thom a déclaré que les orphelins qui mendiaient étaient tués par Angkar.

Des enfants ont été mis à mort et mangés par les soldats de Pol Pot-Ieng Sary, et c'est le sort qui attendait le jeune frère de Mlle Chhai Sani de Kandal et Huor, âgé de 13 ans, dont les parents et les frères et soeurs plus âgés étaient morts pendant l'évacuation forcée. Cet enfant, qui vit maintenant dans un orphelinat à Seam Reap, a déclaré que les soldats de Pol Pot-Ieng Sary avaient mangé deux petites filles et au moment où ils essayaient de lui couper la gorge, quelqu'un était arrivé et les soldats s'étaient enfuis. Il a toujours une énorme cicatrice au cou.

Mis à part les mauvais traitements et les persécutions, la politique de Pol Pot-Ieng Sary était d'utiliser les enfants pour faire de l'espionnage dans les communes et d'enrôler de force les enfants de moins de 15 ans dans des unités de l'armée ou des brigades de choc mobiles. Angkar considérait que les enfants étaient purs et loyaux envers le régime. Par conséquent, les enfants recevaient une formation afin de servir pendant les guerres contre les pays voisins et dans les campagnes de répression contre leurs propres compatriotes. On peut lire dans un document de la Conférence de la Zone Nord en date du 15 juillet 1977 : "Les petits enfants doivent être utilisés comme noyau central. C'est le seul moyen de construire notre Parti, en construisant un noyau central, car les enfants grandiront avec le mouvement".

VI. Sape des structures de l'économie nationale : abolition de la culture, de l'enseignement et des services de santé

1. Avant 1975, le Kampuchea, sans être développé industriellement, avait des centaines d'usines relevant des secteurs public et privé. La ville de Phnom Penh à elle seule comptait 37 usines employant de 12 000 à 13 000 personnes. En outre, le pays comptait 3 700 unités de production artisanale fournissant des biens de consommation et des objets d'art à usage domestique et pour l'exportation. Dans le domaine de l'agriculture, la culture du riz, l'élevage et la pêche étaient assez développés.

Au cours de leurs quatre années au pouvoir, Pol Pot - Ieng Sary ont détruit la structure de l'économie du pays. Sous le couvert du slogan "Le riz c'est tout", ils ont ruiné l'artisanat. La production industrielle a été presque complètement arrêtée. Plus de 50 p. 100 des usines ont été fermées, les machines et le matériel sont devenus inutilisables, comme cela s'est produit pour la cimenterie ayant une capacité de production annuelle de 50 000 tonnes ou la verrerie ayant une capacité de production annuelle de 40 000 tonnes. Avant 1975, la scierie avait des équipes de 180 ouvriers chacune; elle n'en a plus que 10 actuellement. Les ingénieurs, les techniciens ont été tous mis à mort. Les ouvriers spécialisés ont été envoyés de force dans la campagne pour travailler dans l'agriculture, bon nombre d'entre eux ont été tués. Pol Pot - Ieng Sary avaient pour politique de ne pas employer de travailleurs de l'ancien régime. Ceux qui étaient affectés à la formation des apprentis étaient tués une fois la formation achevée.

Avant 1975, la pêche produisait de 100 000 à 140 000 tonnes de poissons. Sous le régime de Pol Pot - Ieng Sary, ce chiffre est tombé à quelque 20 000 à 30 000 tonnes.

En ce qui concerne les moyens de communication et de transport, en 1969 le Kampuchea disposait de 9 700 camions, 1 300 autobus, des ports de Kompong Som et de Phnom Penh, d'un réseau de chemin de fer et d'un réseau fluvial pour le transport des passagers et des marchandises. Sous le régime de Pol Pot - Ieng Sary ces moyens de transport ont été réservés essentiellement à des fins militaires ou pour l'exportation de marchandises vers Pékin. Le service de transports publics a été supprimé.

Le service des postes et téléphones a été supprimé. Les bureaux de poste ont été fermés. Le régime a même aboli la monnaie et détruit le bâtiment de la Banque centrale de Phnom Penh. Il a été interdit à la population de tenir des marchés et de faire du commerce.

La politique économique extrêmement réactionnaire de Pol Pot - Ieng Sary a gravement affaibli les forces de production; l'économie nationale a été ruinée. De ce fait, la population a vécu misérablement, manqua de nourriture, des produits de première nécessité et de vêtements. Cette politique réactionnaire à outrance de Pol Pot - Ieng Sary visait à détruire la quasi-totalité des biens de la population urbaine et rurale, considérés comme des vestiges du capitalisme. La population a été contrainte de porter uniquement des vêtements noirs. Interdiction de porter

des chaussures, des sandales, de posséder des ustensiles de cuisine tels que pots, casseroles, etc. (rapport de l'enquête sur la situation économique).

Tandis que la population vivait de gruau, la clique Pol Pot - Ieng Sary exportait du riz à Pékin en échange d'armes et de matériel militaire, en vue de constituer une armée fasciste, instrument de répression, de purges et de guerres contre les pays voisins. Cette armée est passée de 7 divisions en 1975 à 23 en 1978.

En 1976, 150 000 tonnes de riz ont été exportées. Pour accroître les exportations de riz en 1978, lors d'une session d'étude du Plan national de 1978, Pol Pot a déclaré : "En 1978, nous devons exporter vers la Chine de 100 000 à 150 000 tonnes de riz et de 20 000 à 25 000 tonnes de caoutchouc. L'accord a été signé et nous devons le respecter."

2. En ce qui concerne la culture et l'enseignement, la clique Pol Pot - Ieng Sary a préconisé l'abolition complète de notre culture et de notre système éducatif et la destruction des établissements culturels et d'enseignement.

Selon le rapport sur l'enquête effectuée par des représentants de différentes couches de la population de Phnom Penh, les préjudices portés à la culture sont extrêmement graves. Au lendemain du 17 avril 1975, la clique de Pol Pot - Ieng Sary a détruit les cinq principales bibliothèques de Phnom Penh, ainsi que de nombreuses bibliothèques importantes d'universités et d'instituts scientifiques. La Bibliothèque nationale a été transformée en entrepôt de poteries. Un grand nombre d'objets d'art précieux ont été détruits ou emportés.

Sur les 1 225 objets et reliques de notre culture traditionnelle, plus de la moitié ont été détruits ou emportés. Sur les 1 241 artistes que nous comptons, 121 seulement sont encore en vie (rapport sur la situation de la culture nationale).

Avant que Pol Pot - Ieng Sary ne prennent le pouvoir, le pays avait neuf universités et centres d'enseignement supérieur subdivisés en plus de 30 facultés comptant 11 000 étudiants et 725 professeurs. Sous Pol Pot - Ieng Sary, tous les établissements d'enseignement ont été fermés et sont devenus prisons, comme Tuol Sleng, ou des dépôts d'armes ou d'engrais. Il ne reste actuellement que deux ou trois professeurs d'université. Sur les 2 300 enseignants du secondaire, seul 200 sont en vie. Des 21 311 maîtres de l'enseignement primaire, il n'en reste que 2 793.

3. En ce qui concerne les services de santé, selon un rapport d'enquête, il y avait 62 hôpitaux dotés de près de 6 000 lits. Sous le régime de Pol Pot - Ieng Sary, tous ces établissements ont été fermés. On comptait 19 professeurs de médecine, il n'en reste pas un seul. Sur 462 médecins, il en reste 54. Et il ne reste que 15 pharmaciens sur les 156 que comptait le pays.

Il y avait une école de médecine et de pharmacie où 2 124 étudiants étaient inscrits et un institut dentaire comptant 847 étudiants. Les deux établissements ont été supprimés.

A leur place, la clique de Pol Pot - Ieng Sary a organisé des cours de formation de "médecins aux pieds nus", d'une durée de trois mois, destinés à des cadres loyaux. Ces derniers ne possédaient aucune connaissance médicale et, en outre, n'avaient aucun sens de leur responsabilité professionnelle. Ils considéraient les patients comme des objets d'expérience, comme cela a été le cas à l'hôpital de Kompong Cham où un groupe de chirurgiens a ouvert la poitrine d'un patient simplement pour examiner son coeur, bien que le malade ne fût atteint d'aucune affection cardiaque.

Dans un autre cas, un malade est mort des suites d'une infection rénale. Les chirurgiens ont pratiqué une opération sur le cadavre afin d'en extraire le rein, puis ils ont prélevé le rein d'un homme en bonne santé pour faire des comparaisons.

VII. Après avoir été renversée par les forces révolutionnaires authentiques, la clique Pol Pot-Ieng Sary a continué à s'opposer à la révolution et a commis de nouveaux crimes, massacrant ceux qui refusaient de la suivre.

En s'enfuyant, les séides de Pol Pot et de Ieng Sary ont obligé une partie de la population à les suivre dans leurs refuges. Partout où ils sont passés, ils ont pillé, détruit les récoltes et brûlé les greniers à riz.

Ils ont exercé une répression sanguinaire contre ceux qui s'opposaient à eux et voulaient retourner vivre sous le régime révolutionnaire authentique.

La libération de la commune d'Am Leang, dans la province de Kompong Speu, a sauvé la vie de 60 000 personnes. Les habitants ont révélé que la clique Pol Pot-Ieng Sary avait massacré 12 000 personnes, dont des soldats de sa propre armée, blessés ou qui ne voulaient plus se battre, des travailleurs de l'aéroport de Kompong Chhnang et d'autres.

Avant de s'enfuir, le chef du district est venu en personne à la prison de Cham Puh Kech (province de Kandal), dans la matinée du 7 janvier 1979 et, aidé de ses soldats, a tué environ 200 personnes encore détenues, dont des femmes et des enfants. Ils se sont ensuite enfuis sans prendre la peine d'enterrer les cadavres des victimes.

Le 27 avril 1979, au hameau de Kot Kache village de Men Thy May dans le district de Men Xa Cot (province de Battambang), les hommes de Pol Pot-Ieng Sary ont emmené une centaine d'habitants dans la forêt et les ont battus à mort. M. Soc Mut, qui a survécu au massacre ainsi que ses trois enfants, a témoigné devant le Tribunal sur ces crimes de la clique Pol Pot-Ieng Sary.

Tous les Kampuchéens qui s'étaient enfuis en Thaïlande et qui ont été refoulés par la suite ont été considérés comme coupables de haute trahison et donc mis à mort.

VIII. Au cours de ses quatre années au pouvoir, la clique Pol Pot-Ieng Sary a utilisé les méthodes de torture et de mise à mort les plus barbares

Les hommes de Pol Pot-Ieng Sary ont massacré des centaines, des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes à la fois sans tirer un seul coup de feu. Les victimes ligotées étaient amenées en file indienne jusqu'au bord d'une fosse fraîchement creusée et les bourreaux debout de chaque côté frappaient violemment la nuque des victimes à coups de manches de pelle ou de pioche ou à coups de cannes de bambou et poussaient les corps dans la fosse. Quand la fosse était pleine de cadavres, ils la comblaient au bulldozer et passaient à une autre fosse pour continuer le massacre jusqu'à la dernière victime.

On a vu le retour à de nombreuses pratiques dignes du Moyen-Age : couper la gorge d'un homme avec une feuille de palme, éviscérer des êtres humains et leur arracher le foie pour le manger ou la vésicule biliaire pour en faire une drogue après l'avoir séchée, ou encore utiliser le gibet, etc.

Des femmes étaient dépouillées de tous leurs vêtements, attachées à des arbres et les bandits leur enfonçaient des bâtons pointus ou des douilles de M79 dans le vagin jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Les victimes étaient ligotées ensemble et écrasées au bulldozer ou tuées à coups de décharges électriques ou d'explosifs.

Des personnes soupçonnées d'hostilité au régime ont été enterrées ou brûlées vives, taillées en pièces ou jetées dans des lacs infestés de crocodiles.

Des enfants étaient enfermés dans des sacs en plastique hermétiquement clos et suspendus à des branches jusqu'à ce qu'ils meurent étouffés. Il arrivait aussi que les criminels précipitent des enfants dans un puits asséché, les arrosent d'essence et les fassent brûler vifs. Les bourreaux riaient joyeusement pendant que les enfants agonisaient.

Les criminels s'amusaient à jeter les enfants en l'air et à les recevoir sur la pointe de leurs baïonnettes où leurs corps venaient s'empaler. Une autre distraction consistait à arracher les pieds des enfants, etc...

De nombreuses victimes ont été soumises à la vivisection pratiquée avec des couteaux de cuisine pour permettre aux criminels de satisfaire leur curiosité concernant le corps humain, masculin ou féminin.

Lorsqu'ils avaient affaire à des cadres de haut rang, les bourreaux, après avoir décapité leur victime, replaçaient la tête sur le cadavre, mettaient un numéro sur le corps et prenaient des photos pour prouver à Pol Pot et à Ieng Sary que leurs ordres avaient bien été exécutés.

Ils laissaient les cadavres de leurs victimes pourrir dans des fosses communes et ordonnaient ensuite aux habitants de déterrer les restes pour en faire du fumier. Lorsque certaines parties des cadavres n'étaient pas suffisamment décomposées, ils donnaient l'ordre aux habitants de les découper en petits morceaux.

Parfois, à Seam Reap, par exemple, les cadavres étaient entassés dans des fours crématoires en intercalant une couche de cadavres et une couche de paille de riz, le tout arrosé d'essence à laquelle on mettait le feu. Les cendres étaient utilisées comme engrais. Lorsque les os n'étaient pas complètement carbonisés, les habitants recevaient l'ordre de les broyer pour en faire de l'engrais en poudre. Ceux qui ont effectué ces lugubres travaux en frissonnent encore aujourd'hui quand ils y pensent.

Le témoin Yen Ting de Kompong Cham a déclaré que pendant sept jours les hommes de Pol Pot-Ieng Sary avaient transporté par camion 5 318 personnes dans la forêt de Xo Phia où ils les ont broyées avec des bulldozers.

Mlle Chhay Sani a déclaré que les soldats de Pot avaient égorgé son frère, taillé des tranches dans sa chair et les avaient enveloppées dans des feuilles et qu'ils avaient également tué sa mère et dévoré son foie.

M. Sim Phia de Seam Reap a confirmé devant le Tribunal que, dans sa province, les agents de Pol Pot avaient jeté des enfants et des hommes dans des lacs infestés de crocodiles.

MM. Cung Kari, Non Ne et Chevan Thom de Seam Reap ont témoigné que des cadavres humains avaient été brûlés au hameau de Do doan Terong du village de Cam Buon et au hameau de Phnom du village de Kompong Chean, pour en faire de l'engrais.

Le rapport d'enquête des représentants de la population de Phnom Penh, dont on a donné lecture devant le Tribunal, décrit comme suit la prison de Tuol Sleng, centre de torture et de détention des habitants de Phnom Penh :

"Cette prison était une ancienne école. Nous avons visité les chambres de torture et d'interrogatoire équipées d'horribles instruments de torture : matériel de torture à l'électricité, gibets, barres de fer, couteaux et chaînes. Le carrelage de ces pièces était encore couvert de poignées de cheveux arrachées de la tête des victimes et de flaques de sang séché.

Les murs et les plafonds gardent la trace de nombreuses tâches de sang. Les jardins avaient été transformés en cimetières. On y trouve encore des monceaux de vêtements de toutes sortes - ceux dont on avait dépouillé les victimes avant de les conduire aux chambres de torture et à la mort."

Voici, d'après le témoignage de M. Ung Pech, comment un prisonnier a été torturé à la prison de Tuol Sleng :

"Le prisonnier était assis par terre, les pieds et les mains enchaînés à une table. L'une des deux brutes posait les questions, l'autre, une barre à la main, était prêt à frapper le prisonnier à tout moment. Les femmes étaient dépouillées de leurs vêtements avant d'être conduites aux chambres de torture; celles qui étaient jolies étaient violées.

D'autres méthodes de torture consistaient à infliger des décharges électriques aux prisonniers, à les pendre au plafond par les pieds, à leur arracher les ongles avec des pinces, à leur emprisonner la tête dans un sac en plastique ou à les étouffer en versant de l'eau sur une serviette couvrant leur visage."



On trouve dans certains endroits des fosses communes où sont entassés des monceaux de cadavres, de crânes brisés, d'ossements auxquels pendent encore des liens. Les pièces à conviction ramassées dans les prisons de Tuol Sleng, Chup, Seam Reap, Battambang, etc. et soumises à l'examen du tribunal ne sont que quelques-unes des preuves innombrables du génocide commis par la clique Pol Pot-Ieng Sary.

Ayant vérifié les preuves des actes criminels susmentionnés, perpétrés par les accusés Pol Pot et Ieng Sary, le Tribunal juge que ces actes procèdent d'une volonté de génocide.

Attendu que la politique consistant à exécuter les actes criminels susmentionnés avait été discutée au cours de réunions tenues par la clique Pol Pot-Ieng Sary et consignés par écrit dans des documents tels que résolutions, directives, matériels d'enseignement, etc. qui ont été présentés dans l'acte d'accusation par le Procureur qui a cité un grand nombre de documents dont les originaux ont été soumis à l'examen du Tribunal,

Attendu que les actes de génocide perpétrés conformément à la politique de la clique Pol Pot-Ieng Sary ont été exécutés de façon systématique dans tout le Kampuchea avec les mêmes méthodes et sous la direction et la supervision étroites de l'Angkar à divers niveaux.

Les rapports d'enquête généraux des représentants de divers services et organisations du pouvoir populaire appuyés sur des chiffres exacts et des preuves tangibles, les minutes des enquêtes sur le terrain réalisées sur le lieu des crimes, les pièces à conviction qui ont été réunies, les déclarations des témoins ainsi que des documents émanant de sources étrangères permettent d'établir que les actes criminels de la clique Pol Pot-Ieng Sary procèdent d'une volonté de génocide.

La défense a admis qu'on était fondé à accuser Pol Pot et Ieng Sary d'actes et d'intention de génocide.

Les actes criminels des accusés Pol Pot et Ieng Sary ont eu des conséquences extrêmement graves et profondes sur la vie sociale; après le 17 avril 1975, nous aurions dû jouir de la paix et du bonheur et être liés par la solidarité et l'amitié aux pays voisins frères. Mais pendant les quatre années où elle a été au pouvoir, la clique Pol Pot-Ieng Sary a instauré un régime militariste et dictatorial des plus brutaux, elle a trahi les intérêts du pays et du peuple, perpétré des massacres, torturé et tué en utilisant des méthodes moyenâgeuses qui étaient à certains égards encore plus barbares que celles utilisées par les fascistes hitlériens. En de nombreux endroits, ils ont massacré la population d'un hameau, d'un village entier et même parfois de presque tout un district, y compris les enfants, les vieillards, les femmes enceintes, les invalides, les blessés, etc. ...

Se fondant sur les rapports d'enquête établis par divers organismes publics et organisations de masse, sur les résultats d'une enquête par sondages effectuée dans un certain nombre de villages et de rues ainsi que sur d'autres renseignements dont il a eu connaissance, le Conseil des juges estime à 3 millions environ le nombre de personnes tuées par la clique Pol Pot-Ieng Sary.

L'extermination d'environ 40 p. 100 de la population a entraîné des souffrances indicibles pour des millions de familles, causé des pertes irréparables au Kampuchea, pays sous-développé qui sortait tout juste de la guerre de résistance contre l'agression des Etats-Unis et dont l'essentiel des forces productives est constitué par le travail et la créativité de sa population laborieuse. Il convient de noter tout particulièrement que parmi les personnes massacrées il y avait des patriotes sincères, des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des personnalités patriotiques, des techniciens, des scientifiques, des artistes, des écrivains et des jeunes, qui constituent l'essentiel de la main-d'oeuvre. Les adolescents et les enfants ont été tout particulièrement persécutés, physiquement maltraités et pervertis moralement, et un grand nombre d'entre eux ont été tués. La clique Pol Pot-Ieng Sary a fauché ceux qui étaient l'avenir du pays.

Subissant un sort pire que celui des esclaves du Moyen-Age, plus de quatre millions des Kampuchéens laissés en vie ont été parqués dans d'immenses camps de concentration où ils ont été astreints aux travaux forcés et réduits à vivre comme des animaux. Ils étaient affamés, vêtus de haillons, sans soins médicaux et leur santé gravement délabrée. Sur le plan psychologique, ils étaient constamment menacés, espionnés et séparés de leurs familles. Ils pouvaient être arrêtés et tués avec les leurs à tout moment. La victoire du Front uni de salut national du Kampuchea et du Conseil populaire révolutionnaire, la libération de Phnom Penh le 7 janvier 1979 et le renversement de la clique criminelle Pol Pot-Ieng Sary, ont sauvé quatre millions de personnes du génocide. A présent que le pays est libéré et le danger d'extermination écarté, il faut s'attaquer aux problèmes de rétablissement, d'éradication des maladies dangereuses, élever les orphelins, s'occuper des invalides, rétablir des conditions de vie normale etc ... Il faudra du temps pour accomplir ces tâches innombrables et permettre aux survivants de retrouver une vie normale et de retourner à leurs occupations.

Des dégâts considérables ont également été causés dans les domaines politique, économique, culturel et social.

L'unité nationale a terriblement souffert de la politique réactionnaire de division de la population en trois catégories en vue d'exterminer les minorités ethniques et de leur dénier le droit à l'existence au sein de la grande famille des nationalités soeurs, d'assimiler et de liquider à la manière fasciste les dirigeants des diverses nationalités et les nationalités elles-mêmes.

La politique de génocide de la clique Pol Pot-Ieng Sary a transformé un nombre considérable de jeunes en bourreaux assoiffés de sang chez qui toute trace d'humanité a disparu et dont la rééducation demandera beaucoup de patience.

L'amitié et la solidarité entre les peuples des trois pays d'Indochine, qui s'étaient forgées dans leur lutte contre l'ennemi commun et pour le maintien de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est, constituaient une tradition précieuse et un facteur d'indépendance et de prospérité pour chaque pays. La clique Pol Pot-Ieng Sary a mis fin à cette noble tradition. Elle a semé la haine entre des nations soeurs. Elle a provoqué des conflits armés avec la Thaïlande et le Laos et mené une guerre d'envergure contre le peuple vietnamien, traitant ses amis comme des ennemis. En menant une guerre d'agression contre le Viet Nam tout en intensifiant l'oppression de la population et en opérant des purges dans ses propres rangs, la clique Pol Pot-Ieng Sary a causé des pertes énormes en vies et en biens à notre peuple, épuisé l'économie nationale et conduit notre peuple à la misère. La clique Pol Pot-Ieng Sary a commis des crimes de guerre d'une barbarie extrême contre les peuples des pays voisins.

Dans le domaine des affaires étrangères, les relations internationales et le prestige de notre pays ont scmbré complètement sous le régime Pol Pot-Ieng Sary.

Les crimes de génocide commis par la clique Pol Pot-Ieng Sary ont soulevé une vague mondiale de condamnations et d'indignation et ont terni l'image et le prestige de notre pays sur la scène internationale.

Dans les domaines économique, culturel et social, tous les instituts scientifiques et techniques du pays, les entreprises, les écoles, les instituts de recherche et les hôpitaux ont été détruits ou transformés en prisons ou en entrepôts de fumier. Les bibliothèques et les livres scientifiques ont été brûlés, les marchés et la monnaie ont été abolis. Une grande partie des ouvriers, paysans, scientifiques, techniciens, enseignants, artistes, etc. ... ont été éliminés. Notre jeunesse et nos enfants n'avaient plus d'écoles. L'analphabétisme était général. La clique Pol Pot-Ieng Sary avait réellement ramené la société kampuchéenne à l'ère esclavagiste. Elle a détruit les conditions d'existence de la nation kampuchéenne. Notre pays était au seuil de l'annihilation.

La clique Pol Pot-Ieng Sary a ramené notre société en arrière et empêché son développement, laissant derrière elle des séquelles d'une gravité extrême auxquelles il ne peut être remédié du jour au lendemain. Il faut maintenant rétablir la production, restaurer des conditions de vie normales, approvisionner des millions de personnes menacées de famine imminente, construire les bases matérielles et techniques permettant d'industrialiser l'économie nationale, former des cadres scientifiques et techniques etc. ...

Toutes les nobles traditions et coutumes de notre peuple ont été anéanties et notre antique et grande civilisation angkoréenne a été détruite.

La famille, cellule de la société, a été détruite, les mariages étaient imposés et la culture anéantie.

Les structures familiales et sociales, les fondements économiques, les établissements culturels et d'enseignement, les services de santé et les institutions religieuses, tout cela a été détruit au nom d'une "société modèle" décrite par la clique Pol Pot - Ieng Sary comme le socialisme "véritable et pur". En réalité, il ne s'agit de rien de plus que d'un esclavage d'un type nouveau copié sur un pays étranger et qui n'a absolument rien à voir avec le socialisme véritable.

Au cours de la période de près de quatre ans (1975-1979) pendant laquelle elle a été au pouvoir, la clique Pol Pot - Ieng Sary n'a épargné aucun procédé diabolique ou perfide pour concentrer le pouvoir entre ses propres mains, pour maintenir un régime fasciste dictatorial et pour pratiquer le népotisme. Elle a suivi une politique de coercition et d'oppression à grande échelle. Elle a chassé les habitants des villes, les a délogés et les a déplacés d'une région à une autre, les a groupés en catégories dans le but de les exterminer et a liquidé en masse toutes les personnes et organisations soupçonnées de s'opposer à elle.

La clique Pol Pot - Ieng Sary a cherché par tous les moyens à se débarrasser de ses opposants politiques à l'intérieur du Parti. L'assassinat du camarade Son Ngoc Minh à Pékin en est un exemple. Au cours des années 1977-78, elle a liquidé ceux dont elle jugeait qu'ils la gênaient dans l'exercice du pouvoir, notamment Hu Nim, ministre de l'information et de la propagande, Toch Phoeun, ministre des travaux publics, So Phim, vice-président de l'Assemblée nationale, etc.

En raison de sa politique extrêmement réactionnaire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et allant à l'encontre des intérêts du peuple et de la nation, la clique Pol Pot - Ieng Sary est devenue de plus en plus isolée politiquement et s'est attiré l'opposition de notre peuple tout entier, qui s'est soulevé, toujours plus nombreux en maints endroits, pour lutter contre elle. En 1978, le mouvement révolutionnaire sous la bannière du Front Uni de salut national du Kampuchea, dirigé contre la clique Pol Pot - Ieng Sary, a pris de l'ampleur dans la zone orientale pour s'étendre ensuite à cinq des sept zones du pays.

Pour maintenir et consolider leur pouvoir, Pol Pot - Ieng Sary ont pris des mesures fascistes. Ils ont procédé à des massacres et à des purges, sans discontinuer et avec une cruauté toujours plus grande, sous l'enseigne de la "lutte des classes", en visant les individus, les organisations et les communautés qualifiés de réactionnaires, d'opposants ou d'éléments potentiellement hostiles.

Plus leur répression devenait féroce et plus leurs crimes barbares s'étendaient, plus la lutte de notre peuple devenait énergique et plus les divisions parmi leurs propres rangs s'accroissaient. Isolée politiquement chez elle et sur la scène internationale, la clique Pol Pot - Ieng Sary a dû s'appuyer de plus en plus sur Pékin pour se maintenir au pouvoir.

Pol Pot a déclaré un jour :

"Nous avons appliqué de manière créatrice et avec succès la pensée de Mao Zedong aux réalités du Kampuchea. Pour le Kampuchea, la Pensée de Mao Zedong est l'aide la plus précieuse que nous a donnée la Chine" (Discours de Pol Pot le 28 juillet 1977).

Tandis que l'opinion mondiale progressiste condamnait avec indignation son crime de génocide, la clique Pol Pot - Ieng Sary bénéficiait de l'encouragement et de l'appui constants des réactionnaires de Beijing (Pékin). Lorsqu'il a reçu Pol Pot et Ieng Sary, Mao Zedong a déclaré :

"Camarades, vous avez obtenu une victoire splendide. Un seul coup et plus de classes. Des communes rurales avec des paysans pauvres ou de classe moyenne, dans tout le pays, voilà notre avenir."

En réalité, la clique Pol Pot - Ieng Sary agissait en étroite connivence avec les réactionnaires qui poursuivent de Beijing une politique expansionniste de grande puissance, et dépendait d'eux. La "commune populaire", cet énorme camp de concentration, cet abattoir pour le peuple du Kampuchea, était copiée sur le modèle chinois. Le fait d'avoir recours à la jeunesse et de l'inciter à tuer les habitants du Kampuchea, y compris leurs proches, sont des méthodes tirées de la révolution culturelle chinoise. La politique de la clique Pol Pot - Ieng Sary consistant à s'appuyer essentiellement sur les paysans pauvres et de classe moyenne pour faire la révolution, en faisant fi du rôle dirigeant de la classe ouvrière, est également le produit de la pensée de Mao Zedong. La clique a elle-même admis dans une lettre aux réactionnaires de Beijing :

"Nous avons appris et nous continuerons d'apprendre les leçons qu'enseignent les précieuses expériences de la grande révolution culturelle et la Pensée de Mao Zedong, astre vainqueur qui toujours nous guide."

Hua Guofeng a loué et encouragé la clique Pol Pot - Ieng Sary en ces termes :

"Camarades, vous êtes très efficaces, non seulement pour détruire les structures anciennes mais également pour en construire de nouvelles, et vous avez remporté d'importantes victoires en écrasant les complots de l'ennemi visant à la subversion et au sabotage ..." (discours prononcé par Hua Guofeng à un banquet donné en l'honneur de Pol Pot à Beijing le 28 septembre 1977).

Les réactionnaires diaboliques de Beijing ont saisi cette occasion pour s'ingérer dans les affaires intérieures du Kampuchea. Ils ont essayé de faire de la clique Pol Pot - Ieng Sary une brigade de choc pour appliquer leur stratégie expansionniste en Indochine et dans l'Asie du Sud-Est, comme l'avait indiqué Mao Zedong en 1965 :

"Nous devons reprendre la région de l'Asie du Sud-Est, y compris le Viet Nam, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande, la Birmanie, la Malaisie, Singapour ... L'Asie du Sud-Est est très riche en ressources minérales. Elle vaut la peine qu'on la récupère. A l'avenir, cette région contribuera beaucoup au développement de l'industrie chinoise. Ainsi nous pourrions compenser les pertes ..."

Les réactionnaires de Beijing voulaient faire de notre pays une base militaire et un tremplin pour la réalisation de leur plan expansionniste de grande puissance en Asie du Sud-Est. Ils ont fourni à la clique Pol Pot - Ieng Sary une aide militaire massive, installé au Kampuchea un réseau de milliers de conseillers militaires pour superviser les activités de la clique, encouragé celle-ci à mener

une politique sauvage de génocide contre notre peuple, à provoquer des conflits armés avec la Thaïlande et le Laos et à intensifier la guerre d'agression contre le Viet Nam. Sans l'assistance, les encouragements de l'encadrement des réactionnaires de Beijing, la clique Pol Pot - Ieng Sary n'aurait pas pu perpétrer le crime de génocide contre notre peuple à une si vaste échelle et avec une telle férocité, provoquer des conflits armés avec ses voisins et intensifier sa guerre d'agression contre le Viet Nam. En encourageant la clique Pol Pot - Ieng Sary à pratiquer sa politique de génocide et de destruction des institutions sociales du Kampuchea, les réactionnaires de Beijing cherchaient à resserrer leur contrôle sur elle et à la rendre plus dépendante d'eux. Ce complot abominable des réactionnaires de Beijing a fait planer sur notre pays la menace de l'extinction, que nous avons réussi à écarter grâce à la victoire historique du 7 janvier 1979. Une fois renversée, la clique Pol Pot - Ieng Sary a continué à bénéficier de l'appui des réactionnaires de Beijing. Les documents saisis à la base de Tasseing montrent que les réactionnaires de Beijing ont donné à Ieng Sary l'assurance qu'ils continueraient à lui fournir une aide financière, des armes et des vivres par la Thaïlande et qu'ils installeraient une station de radio pour Pol Pot. Hua Guofeng et Deng Xiaoping ont mis au point un plan pour permettre à la clique de Pol Pot - Ieng Sary de rallier les forces réactionnaires du Kampuchea pour s'opposer au pouvoir révolutionnaire.

Bref, depuis son accession au pouvoir, la clique Pol Pot - Ieng Sary a toujours agi en collusion avec Beijing pour commettre des actes criminels contre notre peuple, et les peuples des pays voisins. Il est indéniable que le génocide perpétré par la clique Pol Pot - Ieng Sary contre le peuple du Kampuchea était orchestré par les réactionnaires de Beijing. Il est indéniable également que ces derniers se sont servis de la clique Pol Pot - Ieng Sary pour déclencher une guerre d'agression contre le Viet Nam en coordination avec leur plan d'agression contre la partie septentrionale de ce pays. D'ailleurs, peu après que le régime Pol Pot eut été renversé, les réactionnaires de Beijing ont effectivement attaqué le Viet-Nam avec une force de 600 000 hommes pour se venger de leur défaite au Kampuchea, mais ils ont été battus en brèche.

D'après le Décret-loi N° 1 du Conseil populaire révolutionnaire en date du 15 juillet 1979, dans lequel il est fait référence au droit international relatif à la répression du crime de génocide, et notamment à la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, nous estimons que les actes criminels susmentionnés auxquels les accusés Pol Pot et Ieng Sary se sont livrés dans l'intention de perpétrer un génocide, constituent bien un crime de génocide.

L'article premier du décret-loi N° 1 du 15 juillet 1979 qualifie de crime de génocide :

"Le massacre organisé de personnes innocentes, l'évacuation forcée de la population des villes et des villages, le fait de concentrer la population et de l'obliger à travailler dans des conditions physiquement et psychologiquement épuisantes, l'abolition de la religion et la destruction des structures économiques et culturelles ainsi que des relations familiales et sociales".

Le crime de génocide commis par les accusés Pol Pot et Ieng Sary est beaucoup plus grave, étant donné ses conséquences extrêmes, que le crime de génocide tel qu'il est défini dans la Convention internationale du 9 décembre 1948 et est sans précédent dans l'histoire mondiale. Les accusés ont non seulement exterminé les intellectuels, les officiers et les fonctionnaires du régime précédent, aboli la religion et liquidé les minorités ethniques pour la simple raison qu'ils étaient des intellectuels, des officiers ou des fonctionnaires de l'administration fantoche, des croyants, etc., mais ils ont également procédé à des massacres organisés de personnes innocentes appartenant à différentes couches sociales. Les accusés ont cherché à exterminer leur propre peuple, leur propre nation et à anéantir quasi totalement différentes couches sociales.

Les accusés se sont rendu coupables du crime de génocide, non seulement en concentrant la population, en l'opprimant et en l'obligeant à travailler dans des conditions physiquement et psychologiquement épuisantes, mais également en se livrant à des actes criminels dans les domaines culturel et économique.

Ils ont dénié le droit d'exister, non seulement de notre nation, mais également de nos traditions culturelles nationales et ils ont détruit les structures familiales et sociales, le système économique, la culture et l'éducation nationales et les services de santé.

Les accusés Pol Pot et Ieng Sary ont même cherché à arracher au peuple du Kampuchea sa conscience et son identité nationales et ils ont détruit les conditions d'existence du Kampuchea en tant que nation.

Attendu que les accusés Pol Pot et Ieng Sary sont jugés coupables de génocide à tous les chefs d'accusation définis dans le décret-loi Noll du 15 juillet 1979 pour avoir :

- a) Procédé au massacre organisé de personnes innocentes;
- b) Evacué de force la population des villes et des villages;
- c) Concentré la population en l'astreignant à des travaux pénibles dans des conditions physiquement et psychologiquement épuisantes;
- d) Aboli la religion et détruit les structures économiques et culturelles et les relations familiales et sociales.

Alors qu'après le 7 janvier 1979, la plupart de ceux qui avaient servi dans les forces armées et dans l'appareil gouvernemental de la clique Pol Pot - Ieng Sary se sont rendus et ont bénéficié de la clémence du Front uni pour le salut national du Kampuchea et du Conseil révolutionnaire populaire du Kampuchea, les accusés s'appuient toujours sur les réactionnaires de Beijing et continuent à trahir notre nation et à s'opposer à la révolution.

Les accusés ont utilisé délibérément des méthodes de torture et d'exécution extrêmement cruelles et se sont livrés à des persécutions inhumaines pour démoraliser la population en vue de l'anéantir physiquement et moralement. Ces actes ont



entraîné la mort d'environ trois millions de personnes, plus de quatre millions de personnes qui ont survécu à cette tragédie souffrent de sérieux traumatismes physiques et psychologiques et parmi les victimes, on compte de nombreux adolescents et enfants.

Attendu qu'il est établi que les accusés Pol Pot et Ieng Sary ont agi de connivence pour lutter contre la révolution Kampuchéenne, qu'ils ont élaboré des politiques intérieure et étrangère extrêmement réactionnaires dont ils ont organisé et dirigé l'application, ils portent la responsabilité de l'initiative et de l'organisation du crime de génocide ainsi que des graves conséquences de leurs actes criminels,

Attendu que la défense de la justice et de la juste cause du peuple du Kampuchea et le respect de la volonté des diverses couches de notre population et de l'opinion publique mondiale exigent que Pol Pot et Ieng Sary soient punis sévèrement pour le crime de génocide qu'ils ont commis, afin d'éviter que de tels actes se renouvellent,

Attendu que les témoignages et les éléments de preuve qui ont été recueillis par le Tribunal et les dépositions qui ont été faites devant lui, notamment par des étrangers et des juristes célèbres du monde entier, ont montré la nécessité de dénoncer un élément important de ce crime, à savoir les encouragements et l'appui reçus de l'étranger, afin de faire cesser ces agissements, d'éviter qu'ils se reproduisent et de défendre le droit des nations à la vie, à l'indépendance et à la liberté,

Attendu que la défense a reconnu que les actes criminels de génocide dont les défendeurs sont accusés ont été entièrement prouvés, et qu'il n'a été fait mention d'aucune circonstance atténuante en faveur des accusés, ni dans les dossiers soumis au Tribunal ni au cours de ses délibérations mais qu'au contraire les circonstances aggravantes sont nombreuses, en particulier du fait qu'ils continuent à trahir la nation,

Attendu que les responsabilités respectives de chacun des accusés sont les suivantes :

Pol Pot, en tant que secrétaire de l'Angkar (administration du Parti) et premier ministre, a exercé les fonctions les plus élevées à la tête de l'appareil d'Etat, a élaboré la politique intérieure et la politique étrangère du pays et en a dirigé l'application. A maintes reprises, il s'est rendu personnellement dans différentes localités pour diriger et superviser l'élimination des éléments accusés de s'opposer à lui et sa clique. Pol Pot est un criminel extrêmement dangereux qui ne mérite aucune clémence.

Ieng Sary, en tant que membre du Bureau politique permanent de l'Angkar et vice-premier ministre chargé des affaires étrangères, a exercé de hautes fonctions lui conférant une autorité réelle, a partagé le pouvoir avec Pol Pot, s'est ménagé la complicité des forces réactionnaires de Beijing dans le monde entier et a défendu devant diverses instances internationales les actes criminels de génocide commis par sa clique. C'est Ieng Sary lui-même qui a donné l'ordre de rappeler de l'étranger les intellectuels et les étudiants. C'est lui qui est directement responsable de l'exécution des intellectuels et des étudiants qui vivaient dans le pays ou qui sont rentrés de l'étranger. Ieng Sary est un criminel extrêmement dangereux qui ne mérite aucune clémence.



Compte tenu des considérations qui précèdent et s'appuyant sur les articles premier, 2, 7 et 8 du Décret-loi No.1 du Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea en date du 15 juillet 1979,

LE CONSEIL DES JUGES DU TRIBUNAL POPULAIRE DE LA REVOLUTION SIEGEANT A PHNOM PENH

décide ce qui suit :

1. Les accusés Pol Pot, alias Saloth Sar, et Ieng Sary sont coupables de génocide.
2. Les accusés Pol Pot, alias Saloth Sar, et Ieng Sary sont condamnés à mort par contumace.
3. Tous les biens des accusés Pol Pot et Ieng Sary sont confisqués.
4. Toutes les pièces à conviction relatives à cette affaire seront remises au Ministère de l'intérieur et au Ministère de la défense nationale.
5. Les accusés Pol Pot et Ieng Sary pourront adresser un appel à la clémence au Conseil populaire révolutionnaire dans les sept jours suivant la date d'affichage public du présent jugement au bureau du Comité populaire municipal.
6. Le présent jugement sera affiché au bureau du Comité populaire municipal à Phnom Penh.

Le présent jugement est public et sans appel.

LE PRESIDENT DES SESSIONS,  
PRESIDENT DU TRIBUNAL POPULAIRE  
DE LA REVOLUTION SIEGEANT  
A PHNOM PENH

-----